

Merci !

Merci à tous d'être venus aussi nombreux !

Vous êtes venus des Côtes d'Armor, d'Ille-et-Vilaine, de Loire-Atlantique, du Morbihan et de la Mayenne, de plus loin pour certains.

Vous êtes venus de la plaine, des collines, de la ville, des campagnes

Vous êtes venus de tous âges, des poussettes, aux actifs, aux retraités, unis pour une cause : l'eau et la Vilaine ! **Nous sommes la Vilaine** (et ses affluents)

C'est l'eau qui nous rassemble, au-delà des différences.

L'eau, qui nous constitue si fortement qu'elle est vitale. La vie est née de l'eau, est sortie de l'eau. La polluer, la maltraiter, c'est nous mêmes que nous dégradons !

C'est un bien commun, fragile, précieux. Nous sommes là pour que, demain, nous continuions à en user, sans en abuser

Vous êtes des milliers. Ne discutons pas la version police et la version manifestants. Ou journalistique ! **Vous êtes là !**

Vous êtes là, à l'appel de 67 structures ! Des associations de consommateurs, d'environnement, de malades des pesticides; des syndicats et organismes agricoles et non agricoles, des partis politiques. Nous ont aussi rejoint des élus!

Mr Demolder, président de la Commission locale de l'eau, a souhaité pouvoir nous parler

Nous pensons qu'il est indispensable, pour assurer l'avenir, que le compromis traduit dans le nouveau règlement du Sage soit validé, en aucun cas amoindri dans les jours qui viennent.

Certains, en empêchant la réunion de la CLE le 10 décembre, ont joué le coup de force et non le dialogue. Ils ont l'intention de recommencer. Ils contesteront les règles dont ils refusent de comprendre les raisons, sauf qu'elles les empêchent de détruire encore. Ils ont oublié les crues de l'an passé, et veulent accélérer les eaux. Ils expliquent que les pesticides sont indispensables à l'agriculture. Mais d'autres agriculteurs montrent depuis des années, et chaque jour, qu'il n'en est rien !

Ce sont les principes de notre démocratie qu'ils attaquent. Nous n'avons pas de tracteurs pour freiner les routes. Ils choisissent la violence, et l'Etat va reculer ?

Je tiens enfin, au nom de tous, à remercier spécialement les personnes qui, depuis un mois, en pleine période de fêtes, se sont rencontrés, ont échangé pour permettre ce rassemblement, organiser une conférence de presse, se mettre d'accord sur les messages à passer. Sans eux, notre rassemblement serait moins nombreux, moins festif (merci aux batacudas, aux constructeurs de ce char qui va nous accompagner)

Pour Eau et Rivières de Bretagne, ce déni du dialogue est de gravité extrême.

L'eau est tellement vitale que chacun de nous en veut sa part d'usage. Habitants, éleveurs, forestiers, agriculteurs, artisans, industriels, nous avons tous besoin d'eau.

Pas forcément la même. Mais toujours, implicitement, nous en attendons une qualité. Car celle-ci est essentielle pour nos usages, en particulier l'eau "potable", par l'importance qu'elle prend comme vecteur de santé, **ou pas**

Il y a 60 ans, des visionnaires constatant la dégradation de l'eau, ont voulu que la politique de l'eau soit gérée au plus proche des usages et des usagers. Ce fut la création des comités de bassin, plus récemment des **commissions locales de l'eau**, pour mieux intégrer les spécificités des territoires.

Lieu d'échange, de compromis

Où tous les intérêts sont représentés

La CLE du SAGE Vilaine respecte cet équilibre. On y trouve bien des agriculteurs, des industriels, des consommateurs, des représentants de l'environnement, des élus locaux. Elle a travaillé 4 ans, s'ouvrant au-delà de ses membres désignés pour définir son nouveau plan de gestion, au regard des enjeux du territoire.

Peut-on oublier que fin septembre 2022, nous sommes passés à deux doigts de l'interruption du service de l'eau potable ? Faut-il constater que l'état des masses d'eau est désespérément dégradé !

Tous étaient invités. Pouvaient faire part des contraintes que l'intérêt commun allait lui imposer. Un compromis entre acteurs du territoire était en train d'aboutir, une nouvelle démonstration de la capacité bretonne d'aller au fond des choses, malgré les difficultés.

Mais cette situation a dérangé ailleurs. Pas questions que les bretons montrent qu'aux problèmes, il est possible de trouver des solutions.

Un certain syndicalisme remet en cause le travail de ces quatre années. Des consignes de l'extérieur veulent tuer les initiatives locales visant à répondre aux défis d'aujourd'hui. Ils font semblant de dire que toutes les surfaces de maïs seront concernées. les mensonges sont plus faciles que les compromis, messieurs.

C'est pour dire NON aux propos qu'ils ont tenus dans les médias que nous sommes réunis ce samedi, nombreux. Par militantisme pour la santé de TOUS, agriculteurs compris !

L'évolution de nos modes de vie et de production ont conduit à des contaminations de l'eau auxquelles il faut remédier. Ajouter de nouveaux traitements pour disposer d'eau potable, tout montre que c'est coûteux et sans fin. **C'est la prévention qui assure la vraie qualité.**

Et cette qualité, elle est nécessaire pour nos santés, celle de nos enfants. Mais aussi pour garantir les usages. Que feront certains si l'eau n'étant plus potable, des industries agro-alimentaires fermaient leurs portes ? Déjà, je connais un brasseur breton d'importance régionale qui doit traiter l'eau potable pour préserver son process !

Aurons nous demain des syndicats agricoles en colère parce que leurs produits ont perdu leurs débouchés ?

C'est la faute aux normes ! Discours bien commode entendu ici, là, ailleurs !

Mais il est curieux de constater que dès que l'on devient consommateur, les normes nous protègent. Imaginez des tracteurs sans normes : éclairage insuffisant, pollution de l'air, du bruit, accidentologie renforcée... soyons lucides face à ce discours, cessons de contester les normes qui nous gênent personnellement mais de souhaiter des normes pour les autres...

Faire société, c'est aussi entendre que des produits vécus à l'origine comme des progrès peuvent s'avérer dangereux à l'usage. Que certains produits phytosanitaires, ou les PFAS sont reprotoxiques, mutagènes ou cancérogènes. Que la décroissance des insectes pollinisateurs commence à affecter certaines productions agricoles. Que l'antibiorésistance menace nos santés... Or l'allongement de nos espérances de vie renforce la probabilité d'être confrontés à leurs effets

Faire société, c'est prévenir des maladies professionnelles, c'est assurer la santé de tous. Faire société, ce n'est pas faire acte de force, c'est écouter les attentes des autres, argumenter, expliquer, trouver le compromis de l'heure.

La Commission locale de l'eau de la Vilaine souhaite exclure l'emploi de molécules herbicides du maïs sur 1,6% de son territoire, sur certains secteurs, compte tenu des enjeux de qualité de l'eau potable. Et propose de financer les pratiques alternatives plus coûteuses en temps et matériel. Par une contribution des consommateurs par le prix de l'eau. Non, il faudrait que tout continue comme avant !

Bref, nous voulons engager une politique de long terme, la PREVENTION !

Alors, ensemble, disons que les manifestations de force de quelques uns, que les dégradations qu'ils provoquent délibérément et que nous payons via nos impôts, sont inacceptables. Drôle de démocratie que celle des tracteurs !

Le SAGE nouveau, justement parce qu'il est issu d'un compromis négocié avec la chambre d'agriculture, malgré ses imperfections pour nombre d'entre nous, parce qu'il résulte de l'écoute de tous, doit être voté !

Et le préfet doit lui aussi être conscient que sa décision d'éventuellement le modifier engagera sa responsabilité morale ! Que l'ARS risque demain d'interdire l'usage eau potable et d'obliger - les collectivités!- à distribuer des bouteilles d'eau (plastiques au demeurant !)

Affirmons aujourd'hui que l'intérêt général passe par le compromis, pas par des manifestations de force au dernier moment. Membres de la CLE, votez le Sage Vilaine, en l'état